Carole Christen, *À l'école du soir. L'éducation du peuple à l'ère des révolutions, 1870-1815*

Jean-Charles Buttier
Université de Genève, Suisse.

Carole Christen, À l'école du soir. L'éducation du peuple à l'ère des révolutions, 1815-1870, Ceyzérieu, Champ Vallon. 2023, 362 pages, ISBN 979-10-267-1193-3.

Cet ouvrage est issu du mémoire inédit de l'habilitation à diriger des recherches (HDR) soutenue en 2021 par Carole Christen, historienne spécialiste de l'éducation populaire. Elle poursuit ainsi ses travaux en menant une nouvelle enquête sur les cours d'adultes au 19e siècle. L'ouvrage débute avec leur « invention » sous la Restauration et se clôt dans les années 1870, car l'historienne exclut « l'institutionnalisation républicaine de l'école par les lois Ferry, puis des cours d'adultes et de la formation professionnelle au tournant du siècle » (p. 11). De plus, l'année 1815 correspond à la fondation de la Société pour l'instruction élémentaire (p. 18).

Comme l'autrice l'expose en introduction, cette recherche inédite s'inscrit dans une histoire de l'éducation populaire des adultes au 19e siècle en intégrant les « questionnements de l'histoire du genre » (p. 11). Surtout, l'ouvrage se concentre sur l'offre de « cours du soir » (p. 13), qui inclut aussi bien les classes d'adultes des écoles communales que les cours publics et gratuits des associations philanthropiques par exemple.

La question posée porte sur les causes et les formes du développement de cette vaste offre de cours pour adultes avec pour objectif plus vaste de « comprendre ce siècle durant

DOI / URL https://www.ouvroir.fr/rhs/index.php?id=306
Licence https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

lequel s'affirment la formation de la classe ouvrière, liée au développement de l'industrie, et la nécessité d'instruire et de former l'ensemble des citoyens » (p. 13). L'absence d'une bibliographie en fin d'ouvrage n'est que partiellement compensée par les références renvoyées en notes de bas de page. En revanche, la présentation des sources manuscrites et imprimées traduit la richesse des sources historiques mobilisées et la très grande utilité de l'ouvrage pour l'histoire de l'éducation populaire en général et des cours d'adultes en particulier.

L'organisation du livre est chronologique, avec un premier chapitre qui porte sur « l'invention des cours du soir par la philanthropie libérale (1815-1830) » (p. 23-85) en s'ouvrant sur cette phrase : « La question de l'éducation est centrale pour les révolutionnaires » (p. 23). La référence aux travaux de François Hartog sur un nouveau régime d'historicité (p. 24, note 4) et à l'apparition d'un « nouvel ordre manufacturier » (p. 25) est intéressante pour expliquer le développement des cours du soir sous la Restauration. Mais quelle est alors la place de la rupture, en particulier de la rupture révolutionnaire, dans ce nouveau régime d'historicité ? La conclusion de cette première partie revient ainsi sur la continuité de la « philanthropie libérale industrialiste » depuis le siècle des Lumières, la Révolution française jusqu'à la Restauration, explication selon l'autrice de l'invention des cours du soir pour adultes sous ce dernier régime. Le changement proviendrait des « transferts pédagogiques » (p. 84) entre la Grande-Bretagne et la France, avec un enjeu préliminaire d'élémentation de savoirs généraux (lire, écrire, compter) et de savoirs industriels ou « professionnalisants » (mécanique, géométrie). Le rôle de la Société pour l'instruction élémentaire est central dans le développement des cours élémentaires pour adultes et justifie la borne chronologique de départ, avec l'ouverture d'une première école d'adultes à Paris en 1820 sous l'égide de cette société. Ce premier chapitre met au cœur de son propos l'initiative de Charles Dupin pour instituer les premiers cours industriels au Conservatoire des arts et métiers de Paris pour concurrencer l'industrie anglaise et traduit une démarche centrée sur l'explicitation d'expériences bien documentées de cours du soir, sans méconnaître la diversité des formes de ces derniers. La question de l'éducation des ouvrières est aussi largement abordée dans le propos de Carole Christen, qui s'appuie notamment sur les travaux de Caroline Fayolle sur la Société pour l'instruction élémentaire sous la Restauration (p. 53, note 7).

Le chapitre 2 concerne la monarchie de Juillet et revient sur la « nébuleuse de cours du soir » qui apparaissent alors (p. 86-157). L'autrice y propose une typologie des cours d'adultes en distinguant ceux dirigés par les Frères des écoles chrétiennes, les écoles mutuelles municipales, les cours de l'Association polytechnique et enfin les cours de l'Association libre pour l'éducation gratuite du peuple (p. 86). On notera l'apport particulier de la sous-partie relative aux Frères des écoles chrétiennes, qui permet d'avoir une cartographie de l'implantation parisienne de ces écoles ainsi qu'un éclairage sur les « méthodes pédagogiques et contenus des enseignements des Frères » (p. 122-128). Cela permet notamment de replacer cette histoire de l'andragogie (terme inventé en 1833 en Allemagne) dans un contexte pédagogique plus global qui voit la concurrence entre la méthode individuelle, simultanée et surtout la méthode mutuelle. Le public visé est également décrit, ce qui permet de découvrir la sociologie des travailleurs parisiens qui suivent ces cours (p. 128) grâce notamment à l'analyse éclairante de deux listes d'appel conservées aux Archives de Paris (p. 130). La conclusion insiste toutefois sur le nombre limité de ces cours d'adultes, avec seulement 18 % des communes concernées et des sources très parcellaires qui ne permettent pas d'établir une cartographie fiable (p. 157). Cela pose la question du choix de l'échelle de l'étude, dont l'exhaustivité se heurte à des sources parcellaires pouvant aboutir à une surreprésentation d'exemples documentés, la conclusion y reviendra.

Le troisième chapitre porte sur les « expérimentations des réformateurs sociaux » en analysant la période 1830-1850 sous l'angle de l'émancipation ouvrière (p. 158-273) ce qui en fait la partie la plus développée du livre. La filiation avec la Révolution française est placée en prologue de cette étude. Au travers de l'Association libre pour l'éducation libre du peuple de Victor Lechevalier, le lien est immédiatement établi entre républicanisme et projet éducatif à visées émancipatrices. Ce chapitre insiste sur les cours d'histoire et leur « instrumentalisation » à « des fins de la propagande républicaine » (p. 186) ce qui renvoie à l'intrication étroite entre projet de transformation politique et innovation éducative. Ainsi l'historienne insiste sur la diffusion de nouvelles méthodes pédagogiques puisqu'en 1833 est évoquée la possibilité d'adopter la méthode universelle inventée par Joseph Jacotot (p. 203). S'appuyant notamment sur les travaux d'Agnès Sandras sur les bibliothèques populaires ou de Nathalie Brémand sur le rapport des premiers socialistes à la lecture, le chapitre insiste également sur l'importance de la bibliothèque de l'Association. Là encore, le calendrier politique est étroitement corrélé aux transformations éducatives puisque

la loi sur les associations de 1834 provoque la dissolution de l'Association. Ce chapitre comporte également une analyse de l'expérience éducative de la Deuxième République sous l'éphémère ministère Carnot (p. 237). L'enquête inclut notamment une expérience intéressante de « lectures pour le peuple de Paris » (p. 243) créées par Carnot pour « initier le peuple à la connaissance des chefs-d'œuvre de notre littérature nationale » pour citer l'arrêté ministériel de création.

Le quatrième chapitre porte sur les années 1860 sous l'angle de « l'affirmation d'un cadrage législatif » (p. 272-335). Tout en utilisant « avec beaucoup de prudence » les statistiques officielles des cours d'adultes, l'autrice note que l'année 1863 marque le début d'une forte croissance de l'offre de cours, avec 4 394 cours recensés (p. 275). Ce chapitre s'appuie sur les enquêtes et rapports sur la statistique pour mesurer l'offre de cours et leur réception (p. 276). L'analyse se poursuit sur le rôle des grandes associations, avec les associations polytechniques et philotechniques (p. 284) et leur large offre de cours pour adultes, qui inclut des innovations pédagogiques (p. 290). Le ministre Victor Duruy a ainsi mené une action volontariste en faveur des cours d'adultes sous le Second Empire libéral (p. 298). Ce chapitre s'appuie sur une inflation de données chiffrées à partir de 1865, avec le développement massif des statistiques ministérielles. L'autrice constate cependant l'impossibilité de faire la sociologie des auditeurs et auditrices de ces cours pour adultes, en raison de l'absence de « données quantitatives sur l'âge et la profession des élèves-adultes » (p. 323).

La conclusion revient sur la définition de l'objet « cours du soir », qui désigne « l'ensemble des cours [...] destinés aux adultes de plus de 15 ans, des "ouvriers" en particulier, engagés dans la vie professionnelle » (p. 337). Cette définition extensive présente l'intérêt d'englober des initiatives fort diverses, mais elle est tributaire d'un « effet de sources » qui tend à surreprésenter dans l'enquête des actions fortement institutionnalisées. Carole Christen justifie ce choix par la volonté de ne pas séparer cette offre institutionnelle « de la demande sociale des classes populaires » (p. 338). On retiendra que les cours du soir forment « une nébuleuse d'expériences éducatives » (*Ibid.*), mais cette diversité ne permet pas vraiment d'identifier les intentions de ses commanditaires.

L'un des nombreux apports de cette riche enquête est d'identifier la dimension urbaine de cette expérience éducative, qui explique l'intention officielle d'une diffusion plus large dans les années 1860 (p. 339). La question sociale y est centrale, puisque « les cours du soir font

partie des dispositifs envisagés pour résoudre la question sociale, à l'instar de l'institution des caisses d'épargne » (p. 341). Assez classiquement en histoire de l'éducation, la question de la réception se pose avec un passage par l'approche biographique (reconstitution des parcours de Martin Nadaud et Camille Flammarion), afin de pallier les manques de traces de celle-ci. La conclusion se termine par une invitation à des études locales sur les cours du soir pour aboutir à un panorama plus complet (p. 342). Cela pourrait d'ailleurs être l'occasion de replacer la décennie révolutionnaire et la période du Consulat et du Premier Empire dans cette histoire, en changeant d'échelle spatiale mais aussi temporelle.